UNIVERSITÉ DE M'SILA

Sit-in des enseignants devant le rectorat

Une centaine d'enseignants de l'université Mohamed-Boudiaf de M'sila affiliés au syndicat du Conseil national de l'enseignement supérieur Cnes, ont organisé dans la journée du mardi un mouvement de protestation devant le rectorat en vue de dénoncer le dénigrement et la pression utilisés par le premier responsable de l'université envers le bureau du Cnes dirigé par le coordinateur Mohamed Dhiab qui a déclaré à ce propos, que son bureau a reçu le refus catégorique du rectorat après avoir déposé une demande pour obtenir l'usage d'une salle en vue de tenir une assemblée générale où les enseignants pourront débattre de leurs préoccupations.

Photo : DR

Les protestataires pointent du doigt le rectorat d'avoir donné l'ordre aux agents de fermer les locaux,ce qui a suscité la colère des enseignants qui sont allés manifester leur courroux la semaine passée devant le siège de la wilaya, demandant l'intervention du responsable de l'exécutif pour mettre un terme à ces dépassements.

Il est à signaler que ce jour-là, les protestataires ont décidé d'organiser mardi passé un sit-in devant le siège du rectorat, chose qui a été faite comme prévu, apprend-on du premier coordinateur local représentant de l'aile du bureau national dirigée par Abdelmalek Azzi que les syndicalistes lui réclament à travers leurs recommandations une reconnaissance totale de la part des responsables de l'université de M'sila qu'il est le seul coordinateur national du Cnes et non celui désigné lors du congrès tenu à Constantine, comme on doit admettre la coordination de l'université Mohamed-Boudiaf de M'sila à M. Mohamed Dhiab, l'un des premiers points réclamés puis demander l'ouverture de la porte de débat avec les représentants du Cnes légitime à M'sila, et on dénonce cette attitude de marginalisation et de hogra, dit-il. Il est à signaler que le Conseil national des enseignants de l'enseignement supérieur (Cnes) de l'université Mohamed-Boudiaf de M'sila est représenté par deux bureaux du même syndicat puisque *Le Soir d'Algérie* vient de recevoir deux communiqués de presse signés et portant le même caché du bureau du Cnes, ce qui laisse imaginer le bras de fer entre ces deux formations de syndicalistes voulant chacune représenter le Cnes vis-à-vis des responsables du campus : le premier coordinateur national élu par une assemblée générale lors du 5e congrès, il s'agit de M. Azzi Abdelmalek qui a nommé M. Dhiab Mohamed le seul représentant à M'sila. Quant à la seconde aile, elle est dirigée au niveau national par M. Milat Abdelhafid désigné par le dernier congrès tenu dans la ville de Constantine, ce bureau national a désigné à son tour le Dr Djamel Boss responsable du Cnes à l'université Mohamed-Boudiaf ; celui-ci appelle à l'organisation d'une assemblée générale élective pour mieux représenter les enseignants et soulever leurs préoccupations et leurs attentes d'une manière légale selon le présent communiqué, voulant assainir l'université Mohamed-Boudiaf des personnes ayant l'intention d'exploiter ce syndicat à des fins personnelles et réclame la révision de vacation de trois jours en vue de permettre aux enseignants d'entamer le travail de recherche, comme on soulève le problème de sécurité à l'intérieur du campus pour les étudiants et les fonctionnaires. Par ailleurs, le conseil de l'aile Milat réclame auprès de l'administration le virement de la paie à temps et il en est de même pour les primes de rendement et des arriérés non encore versés.

Aussi à permettre aux enseignants de bénéficier tôt des changes de devises afin de pouvoir s'acquitter des stages de formation assurés à l'étranger à l'instar de toutes les universités algériennes,comme on demande d'offrir les moyens didactiques et pédagogiques notamment pour les labos pour assurer une bonne prise en charge des étudiants dans le cadre de leur formation, sommant l'administration universitaire de répondre dans un bref délai à ces recommandations qui offriront un climat idéal pour le travail.

En attendant la régularisation juridique de cette situation et l'arrêt de ce bras de fer entre ces deux formations du Cnes ; le rectorat de l'université continue de fermer les salles de réunion devant les enseignants affiliés à l'aile Azzi selon le porte-parole du rectorat et ne peut intervenir dans les affaires internes des syndicats,notamment en présence de deux bureaux activant en parallèle au profit du même syndicat, selon le communiqué.

Cependant, cette aile de M. Mohamed Dhiab veut montrer sa légitimité en haussant le ton et en organisant des mouvements de protestation et rassembler à chaque fois plus de 200 enseignants devant le siège du rectorat.

Abdelhamid Laïdi

RELIZANE

L'appel des familles de l'immeuble menaçant ruine

Les cris de détresse des familles occupant des immeubles menaçant ruine affluent de partout. C'est le cas des 10 familles résidant dans l'immeuble à la rue Mohamed-Khemisti.

Cet immeuble, composé d'un rez-de-chaussée et trois étages, occupé par ces familles depuis plus de 60 ans, représente un danger imminent pour la vie des locataires.

Des murs lézardés, des plafonds qui risquent de tomber à tout moment, alors que les escaliers sont complètement effrités, sans parler des infiltrations des eaux de pluie durant cette saison hivernale. «On a peur pour nos enfants, toute la structure risque de s'effondrer à n'importe quel moment, même les piliers sont fissurés.

La situation a empiré suite au dernier séisme qui a touché la région d'Oran et, depuis, plusieurs effondrements partiels se sont produits dans la bâtisse. Certains occupants ont pris l'initiative et ont restauré leurs appartements, mais les fissures ont vite réapparu», dira un locataire, avant d'ajouter: «Nous occupons cette immeuble, bien de l'Etat depuis 60 ans, et on a formulé plusieurs demandes de relogement qui sont restées vaines à ce jour.»

En attendant leur relogement, toutes ces familles retiennent chaque jour leur souffle et lancent un appel aux services concernés pour intervenir. Afin d'éviter le pire et avant qu'il n'y ait mort d'homme. Malgré les efforts des autorités publiques pour lutter contre ce phénomène, Relizane continue de perdre une à une ses anciennes bâtisses à un rythme inquiétant et le spectre des victimes plane au-dessus des vieilles bâtisses dans les vieux quartiers de la ville. Il ne se passe pas un jour sans qu'on entende parler d'un effondrement ou d'un effondrement partiel.

A. Rahmane

SOUK AHRAS

Campagne de vaccination contre la rougeole et la rubéole

Une campagne de vaccination contre la rubéole et la rougeole en milieu scolaire va être lancée à partir du 6 mars prochain.

53 000 élèves du primaire et du moyen seront ciblés.

Il est à noter que pratiquement tous les écoliers âgés de 6 à 14 ans seront touchés par ce nouveau calendrier national. Cette opération lancée sur recommandation de l'Organisation mondiale de la santé, OMS, a comme visée de prémunir les élèves contre diverses épidémies et de consolider, par là même, l'immunité collective de la population en général contre tout risque éventuel en la matière. Dans ce cadre, une réunion s'est tenue hier au niveau de la Direction de la santé entre les représentants de la santé et ceux de l'éducation, et ce, à l'effet de peaufiner les préparatifs de cette campagne de vaccination.

Barour Yacine

ORAN

Le DG du CHUO relevé de ses fonctions

Depuis hier, c'est le secrétaire général qui assure l'intérim à la tête du CHU d'Oran, une information que nous avons pu confirmer de sources sûres, qui affirment que dans le cadre d'un vaste mouvement, le directeur général a été relevé de ses fonctions.

Souvent décrié par les syndicats sans être inquiété, l'ancien directeur du CHUO a été évincé par le ministre de la Santé, qui semblait jusque-là «l'apprécier» et même le défendre à maintes reprises lorsque des journalistes d'Oran l'interpellaient à chacune de ses visites sur la gestion du CHUO, à l'exemple des pénuries d'oxygène, d'équipements achetés pas aux normes…

Force est de constater qu'apparemment, les commissions d'enquête dépêchées par le ministère et qui sillonnent les différents établissements hospitaliers, souvent «incognito» nous dit-on, ont eu raison de l'ancien DG.

Amel Bentolba